



Textes de base consolidés du Fichier permanent des personnels médicaux

mis à jour au 31 août 2024

Direction

**Cécile JAGLIN-GRIMONPREZ
André LUCAS**

•

Coordination

Elsa LIVONNET

•

Rédaction

**Michèle DECAILLON
Marlène LEPAGE
Małgorzata MEILLEREUX**



LES AUTRICES DES TEXTES DE BASE CONSOLIDÉS DU FICHER PERMANENT DES PERSONNELS MÉDICAUX

Michèle DECAILLON a été attachée d'administration hospitalière principale jusqu'en 2018. Elle a été chargée des affaires médicales au CH de Versailles de 1983 à 2012 et a dispensé des cours sur les statuts médicaux à l'EHESP. Elle collabore au *Fichier permanent des personnels médicaux* depuis de longues années.

Marlène LEPAGE est attachée d'administration hospitalière, responsable depuis novembre 2022 du bureau des internes et des praticiens étrangers en formation à la direction des affaires médicales du siège de l'AP-HP. Auparavant, elle a exercé en tant que responsable des marchés publics dans deux établissements hospitaliers avant d'intégrer, en janvier 2021, l'AP-HP en tant qu'AAH responsable adjointe du bureau des personnels hospitaliers et hospitalo-universitaires.

Elsa LIVONNET est directrice départementale d'ARS, après avoir été cheffe du département des PH et des HU au CNG, directrice des affaires médicales du CHU d'Angers, directrice des affaires financières du CHU de Poitiers et du CH de Blois. Elle a aussi été directrice des achats et des ressources matérielles au CH de Blois et directrice de site au CHR d'Orléans. Elle est également enseignante vacataire à l'EHESP.

Małgorzata MEILLEREUX est attachée d'administration hospitalière chargée des affaires médicales au CHU d'Angers, après avoir été plusieurs années responsable des ressources humaines dans un établissement médico-social du Maine-et-Loire. Auparavant à l'AP-HP, elle a exercé des fonctions de responsable des relations sociales au sein de la DRH de l'hôpital universitaire Necker – Enfants malades.

LE PHOTOCOPIAGE MET EN DANGER L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE DES CIRCUITS DU LIVRE.

Toute reproduction, même partielle, à l'usage collectif de cet ouvrage est strictement interdite sans autorisation de l'éditeur (loi du 11 mars 1957, code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992).

© 2024, Presses de l'EHESP
2 avenue Gaston-Berger - CS 41119 - 35011 Rennes cedex
ISBN 978-2-85952-608-5
www.presses.ehesp.fr

Achevé d'imprimer sur les presses
de Calligraphy Print, Châteaubourg
Conception, réalisation : Presses de l'EHESP, Rennes
Dépôt légal : octobre 2024



Votre abonnement

Vous êtes **abonné aux mises à jour** du *Textes de base consolidés du fichier permanent des personnels médicaux*. Si votre abonnement comprend l'accès au format numérique, accédez à **votre espace abonné** sur notre site : **www.presses.ehesp.fr**

VOTRE ESPACE ABONNÉ

Dès la page d'accueil de notre site, accédez aux services en ligne auxquels votre abonnement vous donne droit en cliquant sur « **Mon espace abonné → Connexion** ». Pour une première connexion, munissez-vous de votre code client qui figure sur votre colis ou facture d'abonnement (*exemple* : HO00001).

VOS SERVICES EN LIGNE INCLUENT :

- ▶ Une **consultation en ligne des 2 mises à jour annuelles**, 3 semaines avant leur parution papier, dans la rubrique « Dernières mises à jour parues » ;
- ▶ Un contenu toujours actualisé grâce aux **mises à jour intermédiaires** dans la rubrique « Derniers signalements parus » ;
- ▶ Une **foire aux questions** : près de 1000 questions/réponses ;
- ▶ La possibilité de poser **1 ou 5 questions par an** à nos experts, *via* la rubrique « Poser une question aux auteurs ». Vous recevrez une réponse personnalisée dans les meilleurs délais.

Pour toute question relative à votre abonnement, n'hésitez pas à vous adresser aux :



2 avenue Gaston-Berger • CS 41119 • 35011 Rennes cedex

presses@ehesp.fr • Tél. 02 99 02 29 11 • Fax 02 99 54 22 84

SOMMAIRE MIS À JOUR AU 31 AOÛT 2024

	Mis à jour au	Fiches
PREMIÈRE PARTIE		
1. ÉTUDIANTS DE 2 ^E CYCLE		
EN MÉDECINE		
– Fonctions hospitalières des étudiants en médecine. Extrait du code de la santé publique (6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre III - section 2). Articles R.6153-46 à R.6153-47-1, et R.6153-51 à R.6153-62-1	31.03.24	I - 1.1
– Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du premier et du deuxième cycle des études médicales	31.03.24	I - 1.2
EN PHARMACIE		
– Fonctions hospitalières des étudiants en pharmacie. Extrait du code de la santé publique (6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 4). Articles R.6153-77 à R.6153-91-1.	31.03.24	I - 1.3
– Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'État de docteur en pharmacie	31.03.24	I - 1.4
EN ODONTOLOGIE		
– Fonctions hospitalières des étudiants en odontologie. Extrait du code de la santé publique (6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre III - section 3). Articles R.6153-63 à R.6153-76-1.	31.03.24	I - 1.5
– Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'État de docteur en chirurgie dentaire	31.03.24	I - 1.6
EN MAÏEUTIQUE		
– Arrêté du 6 juillet 2023 modifiant l'arrêté du 7 octobre 2016 relatif à la rémunération des étudiants en second cycle des études en maïeutique	31.08.23	I - 1.7
2. ÉTUDIANTS DE 3 ^E CYCLE		
EN MÉDECINE		
– Le troisième cycle des études médicales (Partie réglementaire - Livre VI - Titre III - Chapitre II - sections 3 et 4). Articles R.632-2 à R.632-79 du code de l'éducation (Nouvelle rédaction)	31.03.24	I - 2.1
– Statut des étudiants de troisième cycle des études de médecine, d'odontologie, de maïeutique et de pharmacie (docteurs juniors - internes) (6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre III). Articles R.6153-1 à R.6153-40 du code de la santé publique	31.08.23	I - 2.2
EN PHARMACIE		
– Le troisième cycle des études pharmaceutiques (Partie réglementaire - Livre VI - Titre III - Chapitre III - section 4). Articles D.633-1 à D.633-47 du code de l'éducation	31.08.22	I - 2.3
EN ODONTOLOGIE		
– Le troisième cycle des études odontologiques (Partie réglementaire - Livre VI - Titre III - Chapitre IV - section 4). Articles R.634-1 à R.634-23 du code de l'éducation	01.03.22	I - 2.4
EN MAÏEUTIQUE		
– Le troisième cycle des études maïeutiques. Articles D.635-1 à D.635-8 du code de l'éducation (issus du décret n° 2024-679 du 3 juillet 2024 portant création d'un troisième cycle des études en sciences maïeutiques modifié)	31.08.24	I-2.5
– Le troisième cycle des études maïeutiques. Arrêté du 3 juillet 2024 relatif au régime des études en vue du diplôme d'État de docteur en maïeutique	31.08.24	I-2.6
3. FAISANT FONCTION D'INTERNES		
– Statut des faisant fonction d'internes (6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre III). Articles R.6153-41 à R.6153-44 du code de la santé publique	31.08.22	I -3.1

4. ASSISTANTS

– Les personnels médicaux des établissements publics de santé (Partie législative - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II). Articles L.6152-1 à L.6152-6 du code de la santé publique.	31.03.23	I - 4.1
– Statut des assistants des hôpitaux (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 5). Articles R.6152-501 à R.6152-552 du code de la santé publique	31.03.23	I - 4.2
– Arrêté du 20 mars 2015 fixant le montant et les conditions de versement de la prime d'engagement aux assistants associés	01.03.22	I - 4.3
– Arrêté du 20 mars 2015 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif mentionnée au 4 ^e de l'article D.6152-514-1 du code de la santé publique	01.03.22	I - 4.4
– Arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé	31.03.24	I - 4.5
– Arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	01.03.22	I - 4.6
– Arrêté du 15 décembre 2021 relatif à la prime de solidarité territoriale des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	31.08.23	I - 4.7
– Arrêté du 23 janvier 2024 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé	31.03.24	I - 4.8

5. PERSONNELS HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

– Décret n° 2021-1645 du 13 décembre 2021 relatif au personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires	31.08.24	I - 5.1
– Consultanat - Extrait du code de la santé publique (Partie réglementaire - 6 ^e partie). Articles D.6151-1 à D.6151-3	01.03.22	I - 5.2
– Arrêté du 29 décembre 2021 fixant la procédure de recrutement du personnel enseignant et hospitalier titulaire des centres hospitaliers et universitaires	01.03.22	I - 5.3
– Arrêté du 29 décembre 2021 relatif à l'équivalence ou à la dispense des diplômes requis et des fonctions à exercer pour présenter un concours d'entrée dans un corps du personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires	01.03.22	I - 5.4
– Arrêté du 29 décembre 2021 fixant la liste des disciplines dans lesquelles les candidats à un concours d'accès à un corps du personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires doivent satisfaire à une épreuve pédagogique pratique	01.03.22	I - 5.5
– Arrêté du 13 décembre 2021 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif des personnels enseignants et hospitaliers titulaires	01.03.22	I - 5.6
– Arrêté du 13 décembre 2021 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif des chefs de clinique des universités-assistants des hôpitaux, des assistants hospitaliers universitaires et des praticiens hospitaliers universitaires	01.03.22	I - 5.7

6. PRATICIENS HOSPITALIERS

– Les personnels médicaux des établissements publics de santé (Partie législative - 6 ^e - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II). Articles L.6152-1 à L.6152-6 du code de la santé publique et article 18 de la loi n° 2021-502 du 26 avril 2021 visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification	31.03.23	I - 6.1
– Statut des praticiens hospitaliers (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 1). Articles R.6152-1 à R.6152-98 du code de la santé publique	31.03.24	I - 6.2
– Le concours national des praticiens hospitaliers (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 1). Articles R.6152-301 à R.6152-308 du code de la santé publique	31.03.23	I - 6.3

	Mis à jour au	Fiches
– Le conseil de discipline des praticiens hospitaliers (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 1). Articles R.6152-310 à R.6152-323-1 du code de la santé publique	01.03.22	I - 6.4
– Limite d'âge et prolongation d'activité (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 1). Articles R.6152-328 à R.6152-333 du code de la santé publique	01.03.22	I - 6.5
– Dispositions communes relatives à la réduction du temps de travail, au compte épargne-temps, à la prolongation d'activité, à l'entretien professionnel, aux activités non cliniques, au dispositif de non-concurrence en cas de départ temporaire ou définitif (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 8). Articles R.6152-801 à R.6152-831 du code de la santé publique	31.08.23	I - 6.6
– La commission statutaire nationale des praticiens hospitaliers (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre VI - section). Articles R.6156-42 à R.6156-78 du code de la santé publique	01.03.22	I - 6.7
– Les commissions régionales paritaires des praticiens hospitaliers (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre VI - section 3). Articles R.6156-79 à R.6156-80 du code de la santé publique	01.03.22	I - 6.8
– Dispositions transitoires relatives au statut des praticiens hospitaliers. Chapitre III du décret n° 2022-134 du 5 février 2022 relatif au statut de praticien hospitalier	01.03.22	I - 6.9
– Arrêté du 5 février 2022 fixant les modalités de publication des vacances de postes et les caractéristiques du profil de poste de praticien hospitalier	01.03.22	I - 6.10
– Arrêté du 8 juin 2000 modifié relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif	01.03.22	I - 6.11
– Arrêté du 28 mars 2007 relatif à l'indemnité d'activité sectorielle et de liaison prévue au 4 ^e de l'article D.6152-23-1 du code de la santé publique	01.03.22	I - 6.12
– Arrêté du 28 mars 2007 relatif à la part complémentaire variable de rémunération prévue au 5 ^e de l'article D.6152-23-1 du code de la santé publique	01.03.22	I - 6.13
– Arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	01.03.22	I - 6.14
– Arrêté du 15 décembre 2021 relatif à la prime de solidarité territoriale des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	31.08.23	I - 6.15
7. PRATICIENS CONTRACTUELS		
– Les personnels médicaux des établissements publics de santé (Partie législative - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II). Articles L.6152-1 à L.6152-6 du code de la santé publique et article 18 de la loi n° 2021-502 du 26 avril 2021 visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification	31.03.23	I - 7.1
– Règles applicables aux praticiens contractuels (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 3). Articles R.6152-334 à R.6152-394 du code de la santé publique et article 9 du décret n° 2022-135 du 5 février 2022 relatif aux nouvelles règles applicables aux praticiens contractuels	31.03.24	I - 7.2
– Arrêté du 5 février 2022 fixant le montant et les modalités de versement de la part variable des praticiens recrutés par les établissements publics de santé en application du 2 ^e de l'article R.6152-338 du code de la santé publique	01.03.22	I - 7.3
– Arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé	31.03.24	I - 7.4
– Arrêté du 15 décembre 2021 relatif à la prime de solidarité territoriale des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	31.08.23	I - 7.5
– Arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	01.03.22	I - 7.6
– Arrêté du 5 février 2022 relatif à l'indemnité de précarité prévue à l'article R.6152-375 du code de la santé publique	01.03.22	I - 7.7

	Mis à jour au	Fiches
– Arrêté du 23 janvier 2024 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé	31.03.24	I - 7.8
– Arrêté du 31 mars 2023 relatif au montant des émoluments versés aux praticiens contractuels recrutés en application du 2° de l'article R.6152-338 du code de la santé publique par les établissements publics de santé dans certaines collectivités d'outre-mer	31.03.23	I - 7.9
8. PRATICIENS CONTRACTUELS (STATUT EN VOIE D'EXTINCTION) AU 7 FÉVRIER 2022		
– Ancien statut des praticiens contractuels (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 4). Articles R.6152-400 à R.6152-436 du code de la santé publique	31.03.24	I - 8.1
– Décret n° 2022-135 du 5 février 2022 relatif aux nouvelles règles applicables aux praticiens contractuels	31.03.23	I - 8.2
– Arrêté du 25 octobre 2011 relatif aux missions spécifiques nécessitant une technicité et une responsabilité particulières mentionnées à l'article R.6152-403 du code de la santé publique	01.03.22	I - 8.3
– Arrêté du 23 janvier 2024 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé	31.03.24	I - 8.4
– Arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé	31.03.24	I - 8.5
– Arrêté du 15 décembre 2021 relatif à la prime de solidarité territoriale des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	31.08.23	I - 8.6
– Arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	01.03.22	I - 8.7
9. PRATICIENS ATTACHÉS (STATUT EN VOIE D'EXTINCTION) AU 7 FÉVRIER 2022		
– Statut des praticiens attachés. Articles R.6152-600 à R.6152-637 du code de la santé publique (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 6)	31.03.24	I - 9.1
– Arrêté du 14 février 2013 relatif à l'indemnité d'engagement de service public exclusif mentionnée au 6° de l'article D.6152-612-1 du code de la santé publique	01.03.22	I - 9.2
– Arrêté du 15 décembre 2021 relatif à la prime de solidarité territoriale des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	31.08.23	I - 9.3
– Arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	01.03.22	I - 9.4
10. CLINIENS (STATUT EN VOIE D'EXTINCTION) AU 7 FÉVRIER 2022		
– Dispositions relatives aux cliniciens hospitaliers (statut en voie d'extinction). Articles R.6152-700 à R.6152-720 du code de la santé publique (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 7)	01.03.22	I - 10.1
– Arrêté du 14 octobre 2010 fixant le montant et les modalités de versement de la rémunération des praticiens recrutés par les établissements publics de santé en application du 3° de l'article L.6152-1 du code de la santé publique	01.03.22	I - 10.2
11. PRATICIENS ASSOCIÉS		
– Décret n° 2021-365 du 29 mars 2021 portant création du statut des praticiens associés	31.03.23	I - 11.1

	Mis à jour au	Fiches
– Articles R.6152-901 à R.6152-933 du code de la santé publique (Nouvelle partie réglementaire - 6 ^e partie - Livre I ^{er} - Titre V - Chapitre II - section 9)	31.03.23	I - 11.2
– Arrêté du 29 mars 2021 relatif à l'indemnité différentielle des praticiens associés	31.03.23	I - 11.3
– Arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	01.03.22	I - 11.4
– Décret n° 2022-1693 du 27 décembre 2022 portant diverses dispositions relatives aux praticiens associés	31.03.23	I - 11.5
12. PRATICIENS ADJOINTS CONTRACTUELS (STATUT EN VOIE D'EXTINCTION PROGRESSIVE DEPUIS 2001)		
– Décret n° 95-569 du 6 mai 1995 relatif aux médecins, aux pharmaciens et aux chirurgiens-dentistes recrutés par les établissements publics de santé, les établissements de santé privés participant au service public hospitalier et l'établissement français du sang	01.03.22	I - 12.1
13. SAGES-FEMMES DES HÔPITAUX		
– Décret n° 2014-1585 du 23 décembre 2014 portant statut particulier des sages-femmes des hôpitaux de la fonction publique hospitalière	31.08.22	I - 13.1
– Décret n° 2014-1586 du 23 décembre 2014 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois fonctionnels de coordonnateur en maïeutique de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière	01.03.22	I - 13.2

DEUXIÈME PARTIE

1. ACTIVITÉ LIBÉRALE		
– Activité libérale des praticiens. Articles L.6154-1 à L.6154-7.	01.03.22	II - 1.1
– Extrait du code de la santé publique, articles R.6154-1 à R.6154-27	31.03.24	II - 1.2
– Décret n° 82-1149 du 29 décembre 1982 pris pour l'application de la loi du 28 octobre 1982 et portant diverses mesures statutaires en faveur des praticiens à plein temps des établissements d'hospitalisation publics modifié par le décret n° 99-565 du 6 juillet 1999	01.03.22	II - 1.3
– Extrait du code de la santé publique relatif à la participation des professionnels de santé libéraux aux missions des établissements publics de santé (articles R6146-17 à R6146-24)	01.03.22	II - 1.4
– Contrat type d'activité libérale : cité à l'article R.6154-4. Annexe 61-2 de la 6 ^e partie du code de la santé publique	01.03.22	II - 1.5
– Décret n° 2011-62 du 14 janvier 2011 modifiant le régime d'assurance vieillesse de base des professions libérales	01.03.22	II - 1.6
2. DROIT DE GRÈVE, DIALOGUE SOCIAL ET QUALITÉ DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL		
– Exercice du droit de grève. Articles L2512-1 à L2512-5 du code du travail	01.03.22	II - 2.1
– Décret n° 2017-1811 du 28 décembre 2017 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par Internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation des personnels médicaux, odontologistes et pharmaceutiques des EPS et de certains établissements sociaux et médico-sociaux modifié	31.03.24	II - 2.2
– Extraits du code de la santé publique relatif au Conseil supérieur des personnels médicaux, odontologistes et pharmaceutiques des EPS. Articles R.6156-1 à R.6156-41	31.03.24	II - 2.3
– Droit syndical et critères de représentativité. Articles L.6156-1 à L.6156-3 et R.6152-73 à D.6152-73-6 du code de la santé publique	31.03.24	II - 2.4

	Mis à jour au	Fiches
– Décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique	01.03.22	II - 2.5
– Décret n° 2019-897 du 28 août 2019 instituant un médiateur national et des médiateurs régionaux ou interrégionaux pour les personnels des EPS, sociaux et médico-sociaux modifié par le décret n° 2023-326 du 28 avril 2023	31.08.23	II - 2.6
– Extraits du code de la santé publique, articles R.6156-79 à R.6156-80 (commissions régionales paritaires)	31.03.24	II - 2.7
3. DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL CONTINU ET ÉVALUATION DES PRATIQUES PROFESSIONNELLES		
– Extrait du code de la santé publique, articles L.4021-1 à 4021-8	01.03.22	II - 3.1
– Extrait du code de la santé publique, articles R.6144-1 à R.6144-2	31.08.23	II - 3.2
– Extrait du code de la santé publique, articles R.4021-1 à R.4021-25 (Organisation générale et principaux acteurs du DPC)	31.03.24	II - 3.3
– Extrait du code de la santé publique, articles R.4133-6 et R.4133-9 (DPC des médecins)	31.08.23	II - 3.4
– <i>Fiche en attente</i>		II - 3.5
– Extrait du code de la santé publique, article R.4236-9 (DPC des pharmaciens)	01.03.22	II - 3.6
– Décision n° 2007.10.035/EPP du 7 novembre 2007, modifiée par la décision n° 2007.12.042/EPP, relatives aux modalités de mise en œuvre de l'évaluation des pratiques professionnelles (décision HAS)	01.03.22	II - 3.7
4. ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL MÉDICAL ET CONTINUITÉ DES SOINS		
– Décret n° 2023-845 du 30 août 2023 portant sur la communication aux agents publics des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions	31.08.23	II - 4.0
– Extrait du code de la santé publique. Chapitre II : Praticiens hospitaliers - Section 8 : Dispositions communes (articles R.6152-801 à 6152-813).	31.03.24	II - 4.1
– Décret n° 2010-1142 du 29 septembre 2010 relatif à l'assiette des cotisations de certains membres du corps médical des EPS au régime de retraites complémentaire des assurances sociales institué par le décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 modifié par le décret n° 2022-134 du 5 février 2022	31.03.24	II - 4.2
– Arrêté du 30 avril 2003 modifié relatif à l'organisation et à l'indemnisation de la continuité des soins et de la permanence pharmaceutique dans les EPS et dans les EHPAD modifié	31.08.24	II - 4.3
– Arrêté du 17 juin 2013 relatif aux modalités de réalisation des stages et des gardes des étudiants en médecine	31.03.24	II - 4.4
– Arrêté du 17 octobre 2002 modifié fixant les modalités d'application de la réduction du temps de travail des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques des EPS	31.03.24	II - 4.5
– Arrêté du 27 décembre 2012 pris en application du décret n° 2012-1481 du 27 décembre 2012 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne-temps et aux congés annuels des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques des EPS	01.03.22	II - 4.6
– Arrêté du 18 juin 2013 relatif aux montants et aux conditions de versement de l'indemnité forfaitaire aux médecins libéraux participant à la mission de permanence des soins en établissement de santé modifié par l'arrêté du 31 août 2021	01.03.22	II - 4.7
– Instruction n° DGOS/RH4/2014/101 du 31 mars 2014 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 8 novembre 2013 modifiant l'arrêté du 30 avril 2003 relatif à l'organisation et à l'indemnisation de la continuité des soins et de la permanence pharmaceutique dans les EPS et les EHPAD	01.03.22	II - 4.8

	Mis à jour au	Fiches
– Instruction n° DGOS/RH4/2015/234 du 10 juillet 2015 relative au référentiel national de gestion du temps de travail médical applicable dans les structures de médecine d'urgence prévu par la circulaire n° DGOS/2014/359 du 22 décembre 2014 relative aux modalités d'organisation du travail applicables dans les structures d'urgences-SAMU-SMUR	01.03.22	II - 4.9
5. GOUVERNANCE DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ		
– Extraits du code de la santé publique (Partie législative: Articles L.6132-2-1 à L.6132-2-6)	01.03.22	II - 5.1
– Extraits du code de la santé publique (Partie législative: Articles L.6141-1 à L.6144-2)	31.08.23	II - 5.2
– Extrait du code de la santé publique: Directoire. Articles D.6143-35-1 à D.6143-35-4	01.03.22	II - 5.3
– Extrait du code de la santé publique: Commission médicale d'établissement. Articles R.6144-1 à D.6144-83	31.03.24	II - 5.4
– Extrait du code de la santé publique: Organisation interne. Articles L.6146-1 à L.6146-12	31.08.23	II - 5.5
– Extrait du code de la santé publique: Pôles d'activité clinique et médico-technique. Articles D.6146-1 à R.6146-9-2-1	31.08.23	II - 5.6
– Arrêté du 3 novembre 2005 modifié fixant la procédure des élections aux commissions médicales des établissements publics de santé	01.03.22	II - 5.7
– Arrêtés fixant le montant et les modalités de versement de l'indemnité de fonction aux: - chefs de pôle: 11 juin 2010 modifié, - président de la commission médicale d'établissement, vice-président du directoire: 30 avril 2010 modifié, - président de la commission médicale de groupement: 4 novembre 2021, - chef de service au sein des établissements publics de santé: 4 novembre 2021	01.03.22	II - 5.8
– Arrêté du 20 août 2008 fixant les modalités de recueil et de transmission au ministre chargé de la santé des candidatures de praticiens à l'inscription sur la liste nationale d'habilitation à diriger un pôle d'activité clinique et médico-technique	31.03.24	II - 5.9
– Décret n° 2019-897 du 28 août 2019 instituant un médiateur national et des médiateurs régionaux ou interrégionaux pour les personnels des EPS, sociaux et médico-sociaux modifié par le décret n° 2023-326 du 28 avril 2023	31.08.23	II - 5.10
– Arrêté du 28 août 2019 fixant la rémunération du médiateur national des personnels des EPS, sociaux et médico-sociaux et le montant des indemnités perçues par les médiateurs régionaux ou interrégionaux et les membres de l'instance nationale et des instances régionales ou interrégionales	31.08.23	II - 5.11
– Arrêté du 30 août 2019 portant approbation de la charte de la médiation pour les personnels des EPS, sociaux et médico-sociaux	01.03.22	II - 5.12
6. DÉONTOLOGIE MÉDICALE		
– Articles R.4127-1 à 4127-112 du code de déontologie médicale (devoirs généraux des médecins)	31.03.24	II - 6.1
– Arrêté du 23 septembre 2022 relatif à la mise en œuvre du « Répertoire partagé des professionnels intervenant dans le système de santé » (RPPS)	31.03.23	II - 6.2
– Décret n° 2016-994 du 20 juillet 2016 relatif aux conditions d'échange et de partage d'informations entre professionnels de santé et autres professionnels des champs social et médico-social et à l'accès aux informations de santé à caractère personnel	31.03.23	II - 6.3
– Ordonnance n° 2021-961 du 19 juillet 2021 relative à la certification périodique de certains professionnels de santé	31.08.22	II - 6.4
– Décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique	31.08.23	II - 6.5

	Mis à jour au	Fiches
6 BIS. CUMUL D'ACTIVITÉS ET DE RÉMUNÉRATIONS		
– Extraits du code général de la fonction publique : règles de cumul. Articles L.123-1 à L.123-10	01.03.22	II - 6.bis.1
– Décret n° 2014-841 du 24 juillet 2014 relatif aux modalités de cumul d'activités des praticiens hospitaliers en cas d'exercice de missions d'expertise judiciaire ordonnées en application du code de procédure pénale	01.03.22	II - 6.bis.2
– Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique	31.08.22	II - 6.bis.3
– Arrêté du 4 février 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique	01.03.22	II - 6.bis.4
– Circulaire n° 2157 du 11 mars 2008 relative au cumul d'activités et portant application de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires modifiée, notamment son article 25, et du décret n° 2007-648 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'État	01.03.22	II - 6.bis.5
– Arrêté du 23 janvier 2024 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé	31.03.24	II - 6.bis.6
– Arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé modifié	31.03.24	II - 6.bis.7
6 TER. EXERCICE MÉDICAL ET TERRITOIRE		
– Extrait du code de la santé publique relatif aux GHT, GCS, conventions de coopération et fédérations médicales interhospitalières (Partie législative : articles L.6132-1 à L.6135-1)	31.03.24	II - 6.ter.1
– Extrait du code de la santé publique relatif aux primes et indemnités visant à développer le travail en réseau (Partie réglementaire : article D.6152-23-1)	31.08.23	II - 6.ter.2
– Arrêté du 14 mars 2017 modifié relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques modifié	31.08.23	II - 6.ter.3
– Extrait du code de la santé publique relatif au praticien territorial de médecine générale (Partie législative : articles L.1435-4-2, L.1435-5 à L.1435-5-5)	31.03.24	II - 6.ter.4
– Arrêté du 13 novembre 2017 relatif à la méthodologie applicable à la profession de médecin pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L.1434-4 du code de la santé publique modifié	31.03.24	II - 6.ter.5
– Instruction n° DGOS/DIR/2019/27 du 6 février 2019 relative à la mise en œuvre de la mesure « 400 postes de médecins généralistes dans les territoires prioritaires »	01.03.22	II - 6.ter.6
– Décret n° 2019-406 du 2 mai 2019 relatif aux relations entre le service de santé des armées et les autres acteurs du système de santé	01.03.22	II - 6.ter.7
– Arrêté du 21 août 2019 portant approbation de l'accord conventionnel interprofessionnel en faveur du développement de l'exercice coordonné et du déploiement des communautés professionnelles territoriales de santé signé le 20 juin 2019	01.03.22	II - 6.ter.8
7. MÉDECINS ÉTRANGERS		
– Loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (article 60)		
– Loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 modifiée de financement de la sécurité sociale pour 2007		
– Extraits du code de la santé publique. Conditions générales d'exercice de la médecine (articles L.4111-1 à 4111-3-1, L.4131-1 à L.4131-4, L.4141-3-1, L.4151-5-1). Exercice de la profession de pharmacien (articles L.4221-1 à L.4221-14-2).	31.03.24	II - 7.1

	Mis à jour au	Fiches
– Extraits du code de la santé publique (Nouvelle partie réglementaire - 4 ^e partie - Livre I ^{er} - Professions médicales - Titre I ^{er} - Exercice des professions médicales - Chapitre I ^{er} - Conditions générales d'exercice). Procédure d'autorisation d'exercice pour les médecins à diplômes étrangers (hors Union européenne)	31.08.24	II - 7.2
– Décret n° 2020-1017 du 7 août 2020 portant application du IV et du V de l'article 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 et relatif à l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien par les titulaires de diplômes obtenus hors de l'Union européenne et de l'Espace économique européen	31.03.23	II - 7.3
– Arrêté du 16 mai 2011 relatif aux stagiaires associés mentionnés au 1° de l'article R.6134-2 du code de la santé publique	31.03.24	II - 7.4
– Décret n° 2020-377 du 31 mars 2020 relatif à l'exercice dans certains territoires d'outre-mer des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien par des personnes ne remplissant pas les conditions de nationalité et de diplôme normalement applicables	31.08.24	II - 7.5
– Arrêté du 13 avril 2021 fixant les modalités de recensement et les conditions de validation des structures d'accueil par les agences régionales de santé pour la réalisation des parcours de consolidation des compétences prévus aux articles L.4111-2-I et L.4221-12 du code de la santé publique	01.03.22	II - 7.6
8. RELATIONS HÔPITAL-UNIVERSITÉ		
– Extrait du code de la santé publique. Articles L.6142-1 à L.6142-17	01.03.22	II - 8.1
9. CONSEIL DE L'ORDRE		
– Articles R.4124-3 à R.4124-3-9 du code de la santé publique (origine: décret n° 2014-545 du 26 mai 2014) - Procédures de contrôle de l'insuffisance professionnelle et règles de suspension temporaire des médecins, des chirurgiens-dentistes, des sages-femmes, des pharmaciens, des infirmiers, des masseurs-kinésithérapeutes et des pédicures-podologues. Suspension temporaire du droit d'exercer pour infirmité ou état pathologique.	31.03.24	II - 9.1
10. PROTECTION SOCIALE, RETRAITE		
– Articles R.6152-328 à R.6152-333 du code de la santé publique - Limite d'âge (Origine: décret n° 2016-1426 du 21 octobre 2016 relatif à la limite d'âge et à la prolongation d'activité des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers)	31.03.24	II - 10.1
– Articles R.6152-814 à R.6152-816 du code de la santé publique - Prolongation d'activité (Origine: décret n° 2016-1426 du 21 octobre 2016 relatif à la limite d'âge et à la prolongation d'activité des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques hospitaliers)	01.03.22	II - 10.2
– Articles R.6152-817 à R.6152-824 du code de la santé publique - Congés pour raisons de santé ou pour raisons familiales (Origine: décret n° 2017-161 du 9 février 2017 relatif aux droits à congés et aux conditions d'exercice de certains personnels médicaux et pharmaceutiques des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux)	31.03.24	II - 10.3
– Décret n° 2024-767 du 8 juillet 2024 relatif à l'assiette et aux taux de cotisations des personnels hospitalo-universitaires titulaires affiliés à l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC)	31.08.24	II - 10.4
– Décret n° 2024-765 du 8 juillet 2024 relatif aux retenues pour pension sur les émoluments des personnels enseignants et hospitaliers titulaires	31.08.24	II - 10.5
11. INTÉRIM MÉDICAL		
– Extraits du code de santé publique: recours à des personnels médicaux, odontologistes et pharmaceutiques pour des missions de travail temporaire dans les établissements publics de santé	31.03.23	II - 11.1

	Mis à jour au	Fiches
– Arrêté du 24 novembre 2017 fixant le montant du plafond des dépenses engagées par un établissement public de santé au titre d'une mission de travail temporaire	31.03.24	// - 11.2
– Décret n° 2021-1654 relatif au dispositif de solidarité et de prime territoriale entre les établissements publics de santé et décret n° 2021-1655 du 15 décembre 2021 relatif à la prime de solidarité territoriale	01.03.22	// - 11.3
– Arrêté du 15 décembre 2021 relatif à la prime de solidarité territoriale des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques	31.03.24	// - 11.4